Élections 2017 : pourquoi l'opposition métropoles-périphéries n'est pas la clé

7 février 2018

Telle est la thèse que défendent F. Gilli, B. Jeanbart, T. Pech et P. Veltz, dans cette note publiée par le *think tank* Terra Nova. Selon eux, les résultats des dernières élections présidentielles ont fait dire un peu vite, à certains observateurs, que les votes des urnes confirmaient la scission entre une France urbaine, ouverte et progressiste, et une France oubliée, reléguée, conservatrice, parce que rurale et anti-métropolitaine. Cette note amène à réviser ces représentations, en inscrivant l'explication géographique dans un ensemble plus large de causalités (dynamiques sociales, économiques, politiques, etc.). Les auteurs y montrent par exemple que Macron, comme Mélenchon et Le Pen, font la plus grande partie de leurs voix dans le cœur des grandes aires urbaines (respectivement 58 %, 58 % et 46 %). De fait, les villes petites et moyennes et les territoires ruraux ne représentent que 21 % des suffrages frontistes. Inversement, les scores de En marche !, loin d'être l'apanage des CSP+ et des métropoles, s'élèvent à 22 % dans les villes petites et moyennes, et à 21 % dans les zones rurales. Pour les agriculteurs, commerçants, professions intermédiaires et employés, les votes Macron et Le Pen sont peu corrélés aux types de territoires. Au total, l'incidence du critère géographique est bien plus faible que les commentateurs n'ont pu le croire, et le poids des variables âge, sexe, niveau de diplôme, catégorie socioprofessionnelle et type de logement reste plus fort qu'on ne veut bien le dire. Si la *géographie* procure des connaissances nouvelles sur le vote rural, gardons-nous, en revanche, de tout *géographisme* excessif véhiculant une conception uniforme de la ruralité.

Source : Terra Nova